

Dieckhoff, Alain. *Les espaces d'Israël : Essai sur la stratégie territoriale israélienne*. Seconde édition revue et augmentée. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « Références no 20 », 1989, 219 p.

A. Moussally

Volume 21, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702640ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702640ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Moussally, A. (1990). Compte rendu de [Dieckhoff, Alain. *Les espaces d'Israël : Essai sur la stratégie territoriale israélienne*. Seconde édition revue et augmentée. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « Références no 20 », 1989, 219 p.] *Études internationales*, 21(1), 193–194. <https://doi.org/10.7202/702640ar>

chapitre sur les performances comparées en matière de croissance économique.

Il arrive en effet que certains agrégats macro-économiques publiés sous forme de Comptes de la Nation ne sont autres que des estimations qui ne sont pas retouchées ultérieurement. En revanche, ces statistiques sont corrigées (revised) à l'occasion des missions périodiques effectuées par les instances internationales sur le terrain. C'est ainsi que nous allons de révision en révision. Le terrain de la fiabilité des statistiques est d'autant plus glissant que l'établissement de séries homogènes peut se compliquer du fait que les changements des modes de compilation sont éventuellement passés sous silence. L'amélioration des services statistiques rendrait-elle les agrégats plus fiables pour autant? Rien n'est moins certain. En effet, une importante frange de la population africaine vit en autosubsistance et l'évaluation de sa production se fait par enquêtes successives. En outre, les populations des pays les plus pauvres qui se trouvent à proximité d'économies plus dynamiques, c'est le cas du Niger et du Bénin, ont intégré leurs activités à l'économie voisine, le Nigéria. L'économie de contrebande ou parallèle a permis aux populations de « bien vivre » ou de vivre moins mal dans les pays les plus pauvres de l'Afrique de l'Ouest. Tout ce commerce est lié d'une façon ou d'une autre au secteur informel qui s'est beaucoup développé, mais dont personne ne connaît exactement le poids économique. Or, c'est précisément ce secteur qui aura un rôle déterminant dans les années à venir.

Les exemples de non fiabilité peuvent se multiplier à l'envi. Par conséquent, comment affirmer que les pays de la zone franc aient mieux réussi que d'autres? Les piètres performances accomplies par les cinq pays sahéliens appartenant à cette zone au cours des dernières années appellent un renouvellement de la réflexion. L'ouvrage

que vient de publier l'OCDE sur: « Le Sahel Face aux Futurs » est un pas franchi dans cette direction. Certes, si la rétrospective des indicateurs est utile, l'interprétation des résidus n'est pas sans risque. Comment celle-ci pourrait-elle servir le futur et faire sortir les économies africaines du schéma tendanciel?

Marcelle GENNÉ

*Institut de développement
international et de coopération,
Université d'Ottawa*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

DIECKHOFF, Alain. *Les espaces d'Israël: Essai sur la stratégie territoriale israélienne*. Seconde édition revue et augmentée. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Coll. « Références n° 20 », 1989, 219p.

Les revendications territoriales des juifs en Palestine remontent à la nuit des temps où leurs ancêtres, il y a plus de deux mille ans ont conquis pendant un laps de temps la terre que Dieu leur avait promise. Dispersés aux quatre coins du globe, ils connaîtront la persécution, l'inquisition, et les pogroms, de sorte qu'au XIX^{ème} siècle réapparaîtra chez certains d'entre eux l'idée de se créer un foyer national qui leur soit propre.

C'est en particulier à l'antisémitisme moderne qui se manifeste en Europe qu'on impute l'urgence de trouver une solution aux juifs qui étaient prêts à accepter l'Ouganda ou l'Argentine comme lieu d'asile. Mais la sympathie avouée des Britanniques, mandataires sur la Palestine (Balfour) raviva l'idée du retour en Terre promise, en dépit de l'hostilité des Talmudis-

tes qui voyaient dans ce projet une substitution de la volonté des hommes à la volonté divine.

La création de l'État d'Israël, son expansion territoriale à la suite de la guerre des six jours et sa politique d'implantation dans les territoires occupés se sont alors inscrites dans une stratégie globale, à quatre volets concomitants :

Une armée bien équipée, bien entraînée et apte à conjurer toute menace ennemie qu'elle soit extérieure ou intérieure ;

Une politique de peuplement juif qui isolerait les régions à majorité arabe et qui dissuaderait toute velléité d'attaque de la part des adversaires ;
Une exploitation des ressources humaines et utilitaires, en particulier la mainmise sur les sources d'eau et les terres les plus fertiles par voie de confiscation, d'expulsion ou de réglementation ;

Un enracinement dans les hauts lieux de la mémoire juive.

Au gré des circonstances l'un des volets de cette stratégie prenait le dessus, mais sans jamais faire disparaître les autres. Les fondateurs de l'État privilégiaient au départ une concentration sur le littoral, militairement mieux défendable alors que les juifs orthodoxes affectaient les endroits associés à la présence d'une mémoire mythique, historique ou religieuse. Toujours est-il que les deux mouvements se sont avérés complémentaires dans la consolidation des gains arrachés à la population arabe.

Pour légitimer l'occupation militaire, les dirigeants israéliens ont développé la théorie des frontières sûres qui repose sur le besoin d'avoir une profondeur stratégique nécessaire à la sécurité fondamentale d'Israël. Ils adjoindront à ce critère d'ordre opérationnel le droit inaliénable du peuple

juif de s'approprier n'importe quelle parcelle de Palestine pour des considérations d'ordre divin. Ainsi se justifiaient, à leurs yeux, l'annexion du Golan syrien, la réunification de la ville de Jérusalem et l'établissement d'implantations juives en Cisjordanie baptisée pour la circonstance Judée et Samarie.

L'auteur s'inscrit en faux contre cette prise de position qui, par voie de conséquence, augmente la charge de la défense, ne colmate pas toutes les brèches possibles et en cas d'attaque risque de transformer les colons de la zone tampon en otages. L'armée israélienne se verrait le cas échéant dans l'obligation de mener une opération de sauvetage, ce qui retarderait sa riposte. Qui plus est, la doctrine militaire israélienne fondamentalement dynamique se trouverait de ce fait entravée par des considérations de défense d'ordre statique.

À la lumière des aléas de l'occupation de l'espace arabe, l'auteur propose une solution moins coûteuse et plus efficace à long terme. Il se déclare en faveur de l'octroi aux Palestiniens de l'autonomie ou de l'indépendance. Son point de vue rejoint celui d'une tranche importante de la population israélienne qui est en faveur du troc des territoires occupés contre une paix durable à la suite de négociations directes avec les représentants de la partie adverse. Car, ajoute-t-il, persister à dénigrer les revendications légitimes du peuple palestinien au nom de préceptes maximalistes conduit inmanquablement à une escalade de la tension au détriment d'Israël et de son image dans l'opinion mondiale.

A. MOUSSALLY

*Collège militaire royal de Saint-Jean
Saint-Jean, Québec*